

QUÉBEC – Les partis politiques doivent faire plus d'effort pour favoriser l'accession des femmes au gouvernement, a indiqué le Directeur général des élections du Québec (DGEQ), dans une nouvelle étude.

Le DGEQ a remarqué que depuis 10 ans, la proportion de femmes élues à l'Assemblée nationale n'augmente plus. Cette période de stagnation survient après une montée constante de la présence des femmes au gouvernement de 1976 à 2003.

Pour mieux comprendre ce phénomène et favoriser l'équité à l'Assemblée nationale, le DGEQ a dressé un portrait des mesures incitatives et des facteurs qui pourraient contribuer à l'augmentation du nombre d'élues féminines. Dans un premier volet, l'étude présente des mesures incitatives qui ont été déployées dans 34 États et décrit leurs impacts réels.

Parmi les mesures étudiées, on retrouve les systèmes de quotas que se donnent volontairement les partis politiques ou qui sont prévus par une loi, les objectifs déterminés par les organisations politiques, les changements de mode de scrutin ou encore et la sensibilisation du public.

Dans un deuxième temps, le DGEQ fait état de facteurs pouvant favoriser la présence des femmes au pouvoir dans le contexte québécois. Et en conclusion, il fait ses recommandations.

Selon le DGEQ, les mesures implantées ne peuvent être efficaces que si elles sont jumelées avec les facteurs socioculturels et socioéconomiques favorisant l'implication de femmes en politique et l'élection de candidates.

Au Québec la notion d'égalité des sexes est bien ancrée et les facteurs socioéconomiques ne sont pas vraiment un obstacle à l'accession des femmes au pouvoir, estime le DGEQ.

Donc, il recommande aux partis politiques de «se doter de plans pour favoriser une meilleure représentation des femmes».

Il affirme que des efforts pourraient être faits également dans l'éducation de la population au système politique, notamment dans les écoles secondaires.

Selon le DGEQ, il ne s'agit pas d'avantager les femmes, mais plutôt «d'effacer une iniquité historique et systémique qui empêche actuellement d'atteindre l'égalité entre les sexes».

Source: [LeJournaldeMontreal](#)